



VISITE DE M. DARMANIN à POITIERS LE 31/10/18

Lettre ouverte des organisations syndicales de la Vienne

Monsieur le Ministre,

Votre visite « éclair » ce matin, pour rencontrer quelques agents du SiP de Poitiers Slovénie en ignorant les autres structures du site et même du département en dit long sur vos intentions.

Il s'agit d'une opération de communication, une de plus, qui mobilise force et moyens et traduit votre mépris affiché des fonctionnaires de la DGFIP.

Nous ne sommes pas dupes des raisons de votre venue et cette lettre ouverte vous donnera un véritable aperçu de notre ras-le bol et surtout de notre colère, quant à notre devenir ainsi que celui de notre administration.

Vous venez d'annoncer ouvertement le programme « Action publique 2022 » pour soi-disant répondre aux citoyens « qui ont une attente forte d'un service public plus accessible et plus personnalisé » et donc moderniser les services publics dans leur ensemble. Votre plan d'action pour faire vivre ces engagements se résume à :

- Une refonte du dialogue social
- Le développement et l'amélioration de la contractualisation (5, 10 ou 15 ans)
- La rémunération au mérite
- L'accompagnement des fonctionnaires vers une reconversion et faciliter leur mobilité avec des plans de départs volontaires
- La suppression de 50 000 fonctionnaires d'ici 2022

Ces chantiers sont consternants même accablants et ne répondent qu'à une seule logique : le démantèlement de la Fonction Publique à la française et la privatisation des missions !

A la DGFIP, déjà exemplaire vers une modernisation à outrance, l'Action Publique 2022 que nous dénonçons, va se traduire par :

- La disparition de la séparation ordonnateur/comptable qui s'attaque là à un fondement de la gestion budgétaire et comptable
- L'expérimentation d'agences comptables pour les collectivités
- La mise en place du compte financier unique
- La fusion des petites directions
- La création des maisons de services aux publics (MSAP)
- Le développement de l'ASR avec un programme pluriannuel
- La destruction programmée de la fiscalité des particuliers et donc des SIP à 10 ans (dématérialisation obligatoire, fin de la TH, PAS).
- Le transfert de la mission cadastrale à l'IGN (institut géographique national).
- L'externalisation progressive des tâches et des missions
- La suppression de 35 000 fonctionnaires d'ici 2022.

Ces réformes portent atteinte aux droits et garanties des fonctionnaires mais également au public. L'accès du service aux usagers se restreint que ce soit en fermant les structures dans les zones rurales ou en réduisant les horaires d'ouverture. Le guichet numérique ne répond pas à tous les besoins, il contribue à la déshumanisation des relations.

Dans la Vienne, la DDFiP comme une bonne élève met tout en œuvre pour accélérer le démantèlement du réseau et des missions de service public. Après les fermetures ces dernières années des trésoreries de Saint-Jean-de Sauves, Saint-Savin, Pleumartin, Mirebeau, Couhé, Lusignan, L'isle Jourdain, c'est désormais le tour de celles de Lussac-les-Châteaux et de Gençay. Notre direction travaille déjà sur la liste des suivantes. Le SIE de Loudun a été fermé après celui de Civray, les SIP et les SIE de Poitiers ont été fusionnés...

Nous dénonçons :

- La fermeture des trésoreries et l'affaiblissement de notre réseau de proximité
- La fusion de services qui ne correspond à aucune logique sauf celle purement comptable
- La suppression d'emplois massive alors que les citoyens ont besoin d'un renforcement du nombre de leurs interlocuteurs
- L'absence de véritable dialogue social
- La réduction des horaires d'ouverture au public
- La dégradation du service à rendre au public

Nous saluons la mobilisation des élus locaux du pays gencéen qui s'opposent à la fermeture de leur trésorerie, démontrant leur attachement au service de notre administration. Ils ont multiplié les initiatives ces derniers mois et doivent être entendus.

Il y a urgence à restaurer un service public de qualité, redonnant ainsi du sens à nos missions et notre travail.

Les agents des finances publiques font preuve au quotidien d'une grande capacité d'adaptation pour faire face à la modernisation et la restructuration de la DGFIP, comme à l'évolution de la législation. Leurs efforts et leur technicité doivent être reconnus.

Les promotions sont en baisse constante et vous avez sur ce sujet un rôle majeur à jouer pour que les promotions intra-catégorielles et celles aux catégories supérieures soient dignes de ces efforts.

Nous allons, comme tous les fonctionnaires perdre à nouveau du pouvoir d'achat et même du salaire, vous devez entendre que c'est profondément injuste.

Et pour couronner le tout notre Direction Générale a lancé une offensive sans précédent contre nos règles de gestion que nous vous demandons de faire stopper puisqu'il n'est pas trop tard.

Poitiers le 31/10/2018